



Infos n° 90

LA LETTRE D'INFORMATION DU SYNDICAT NATIONAL UNITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Paris, le 7 avril 2008

ACTION

Le SNUEP-FSU soutient les actions en cours et appelle tous les collègues à la réussite des actions unitaires

Le SNUEP-FSU soutient les différentes formes d'action en cours et appelle tous les collègues à la réussite des actions unitaires décidées **pour le 10 avril 2008**.

- **Pour** réussir la rentrée 2008, pour la réussite de tous les élèves
- **Pour** l'annulation des suppressions de postes et de classes
- **Pour** l'annulation des transformations des heures/postes en heures supplémentaires
- **Pour** la restitution des postes supprimés
- **Pour** le maintien des sections de BEP
- **Pour** le refus de la généralisation des bac pro en 3 ans
- **Pour** le maintien du statut des PLP face aux remises en cause des conclusions du rapport Pochard
- **Pour** le réemploi des non-titulaires et un plan massif de résorption de la précarité
- **Pour** un collectif budgétaire

Le SNUEP-FSU appelle tous les personnels de l'Enseignement Professionnel à se mobiliser, à participer massivement et à amplifier les actions unitaires, **dans la perspective de la journée nationale du 18 mai 2008**.

COMMUNIQUE du SNUEP-FSU

réuni en congrès national Granville 4 avril 2008

Le SNUEP-FSU soutient et encourage la mobilisation lycéenne

La mobilisation des lycéennes et des lycéens s'amplifie de façon significative. Hier, ils et elles étaient plus d'une dizaine de milliers dans la rue à Paris et ailleurs pour non seulement dénoncer la fin du BEP et son remplacement par le BAC Pro en 3 ans mais aussi pour refuser la suppression des postes des personnels de l'Education Nationale.

Or, les seules réponses que le gouvernement apporte à ces revendications sont tantôt des tentatives vaines et grotesques de discrédit des mouvements lycéen et syndical, tantôt la répression pure et simple. Interpellations, gardes à vue, comparutions voire matraquage des lycéens mobilisés, telles sont les méthodes du gouvernement pour tenter de saboter l'élan de la mobilisation lycéenne. Pour l'heure, le SNUEP-FSU exige la libération immédiate et l'annulation des poursuites judiciaires des lycéens.

Le SNUEP-FSU ne se laisse pas intimider par les gesticulations gouvernementales aussi brutales soient-elles. Au contraire, le syndicat entend apporter tout son soutien au mouvement lycéen et sa solidarité aux élèves interpellés d'une part et d'autre part il appelle à amplifier la mobilisation pour exiger le refus de la généralisation du Bac Pro en 3 ans et le rétablissement des postes supprimés.

Le ministre de l'Education a relevé avec justesse que l'on retrouve dans les cortèges beaucoup de répétitions de slogans syndicaux classiques « sur la baisse des moyens et les suppressions de postes ». Dans le même temps, il dénonce les slogans lycéens comme « mensongers ». Xavier Darcos serait-il si farceur pour annoncer au premier avril à la fois le maintien de la suppression des postes et le mensonge de la suppression des postes ? Ce poisson d'avril nous semble d'un goût très douteux. Au message adressé par le ministre aux lycéens : « ne vous laissez pas déposséder par le discours syndical », le SNUEP lance aux lycéens « ne vous laissez pas déposséder de vos propres luttes ! »

Le SNUEP soutient et encourage la mobilisation lycéenne et entend amplifier la mobilisation syndicale pour exiger le refus de la généralisation du Bac Pro en 3 ans et le rétablissement des postes supprimés.



Toute l'info sur www.snuep.com
Vous pouvez nous écrire à snuelpnat@snuep.com
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n° 90

Manifestations et arrestations suite
NON aux violences policières !

Le SNUEP-FSU dénonce les violences policières survenues à la fin des manifestations lycéennes qui, avec les enseignants, protestaient contre les suppressions de postes.

Lors de la manifestation du 3 avril 2008, un PLP (Professeur de Lycée Professionnel), stagiaire à l'IUFM de Créteil, qui essayait de s'interposer entre ses élèves et les policiers, a été arrêté pour être jugé en comparution immédiate.

De nombreuses interventions ont eu lieu pour obtenir sa libération. Il a été libéré. Il semble qu'il risque une peine de prison ferme pour « violence sur agent de la force publique » alors qu'il discutait avec des lycéens, à l'issue de la dissolution de la manifestation lycéenne. Il doit comparaître le 17 avril. Le SNUEP appelle à un rassemblement devant le palais de justice ce jour là à 9h.

**RELAXE pour le collègue !
Participons massivement
au rassemblement
devant le tribunal
de la 24^{ème} Chambre de Paris
JEUDI 17 AVRIL 9 Heures**

L'affaire de Berlaimont
Un Tribunal pour une gifle !

L'affaire de Berlaimont traduit les difficultés croissantes du métier d'enseignant.

Le SNUEP-FSU s'étonne de la brutalité et de la rapidité de la réponse policière et exprime son soutien au collègue.

**Le SNUEP-FSU appelle à signer la
pétition de soutien sur le site du SNES
Lille :**

<http://www.lille.snes.edu/spip9/spip.php?article1369>



Toute l'info sur www.snuép.com
Vous pouvez nous écrire à snuépnat@snuép.com
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56

Livre blanc
Pochard... et consorts

Pochard...

Le 2 avril a eu lieu la séance introductive de la commission qui doit maintenant réaliser « un livre blanc ».

D'ici fin avril, ce livre devrait être rendu public et traiter plus clairement « du métier, du recrutement et des horaires » des enseignants. Le ministre proposera ensuite des décrets de définition de nos missions et de nos obligations de service. (On parle déjà de retenir la proposition d'annualisation de notre temps de travail).

**... Et d'autres travaillent à toutes
sortes de projets :**

- **le 9 avril**, le projet de loi sur la mobilité des fonctionnaires sera présenté au conseil des ministres. C'est un projet de loi qui permettra de licencier les fonctionnaires ! Un fonctionnaire qui perd son emploi se verrait proposer une ré-affectation sur un emploi correspondant à son grade dans son service ou dans une autre administration. L'administration pourrait aussi lui proposer d'accéder à un emploi dans le secteur privé, de niveau équivalent. Le fonctionnaire ne pourrait refuser successivement trois emplois, sous peine d'être mis en disponibilité. La dispo, c'est sans traitement !

- **En mai**, une réforme est programmée pour instaurer une formation professionnelle régionalisée, à l'occasion de réunions Etat, syndicats, patronat et Régions. L'objectif est de faire payer par le salarié lui-même hors temps de travail sa formation. Cela sera aussi l'occasion de « réfléchir » à nouveau à la formation initiale publique et, partant, aux lycées professionnels que d'aucuns voudraient « récupérer », d'autres supprimer.

**Les raisons de se mobiliser
ne manquent pas !**



Infos n°90

Communiqué de presse FSU du 4 avril
**Vous avez dit « gestion rigoureuse » ?
Non ! Il faut dire « rigueur » !**

Les Lilas le 4 avril 2008

Le taux de déficit public pour 2007 a été révisé à la hausse (2,7%), la croissance à la baisse (1,7%) et donc les rentrées n'étant pas à la hauteur prévue, il va falloir é-co-no-mi-ser ! Six à sept milliards d'euros. Ceux qui font un rapprochement avec les 7 milliards de cadeaux fiscaux sont de mauvaise foi !

Au-delà de la réorganisation confirmée de l'État au niveau central comme local, de la généralisation du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite – 35 000 postes supprimés et 500 millions d'euros d'économies la première année –, ce sont les grandes politiques d'intervention économique et sociale qui vont, cette fois-ci, être « revisitées ».

Selon les informations parues dans la presse le gouvernement s'apprête à annoncer un véritable tour de vis financier qui va dégrader notablement les politiques sociales déjà insuffisamment dotées.

Les budgets concernés touchent en effet à des domaines aussi variés que le logement, la santé, l'emploi, la réorganisation de l'Etat qui seraient impactés très fortement.

Les dépenses de solidarité (handicap, dépendance, lutte contre la pauvreté), les dépenses relevant des politiques de l'emploi (RSA, durée des contrats aidés, etc.) sont menacées.

Sur le terrain de l'emploi toute politique de traitement social du chômage est restreinte ou supprimée laissant croire que le marché seul pourrait faire reculer le chômage.

Ces annonces sont en contradiction totale avec plusieurs discours gouvernementaux par exemple concernant le droit au logement opposable ou la lutte contre les exclusions, le développement de la garde d'enfants, de la santé publique,...

Ce véritable plan d'austérité va détériorer encore davantage la vie quotidienne, professionnelle et sociale de toute la population mais plus particulièrement les plus précarisés et démunis. Alors que N.Sarkozy annonçait sa volonté de voir diminuer la pauvreté dans le cadre de son quinquennat, il a commencé par faire des cadeaux aux riches, cadeaux que les plus pauvres vont devoir payer. Où est la justice sociale ?

Le seul objectif semble bien être d'assurer, en 2012, le retour à l'équilibre des finances publiques et de tenir, mais avec deux ans de retard supplémentaire, les engagements européens de la France et cela au prix d'une fuite en avant vers une société plus inégalitaire et plus dure pour les exclus.

